

Avis voté en plénière du 15 février 2012

Bilan du Grenelle de l'environnement : pour un nouvel élan

Déclaration du groupe de l'agriculture

Le Grenelle a acté des engagements pour de nombreux secteurs ; malgré les accords obtenus sur certains objectifs, le constat est aujourd'hui partagé sur le fait que les délais pour les atteindre doivent être redéfinis. Il faut même s'interroger, au vu de l'expérience acquise mais également en considérant les évolutions du contexte économique, sur la pertinence de certains objectifs. Aujourd'hui, l'évolution de la demande alimentaire, les crises économiques, ou encore les modifications des marchés mondiaux sont autant d'éléments qui devraient entrer en ligne de compte.

Par ailleurs, trop d'objectifs du Grenelle ont été fixés sans étude d'impact socio-économique approfondie et sans s'assurer de l'accompagnement financier pérenne. Nous regrettons par exemple que faute de financements, le plan de performance énergétique, voulu par le Grenelle, soutenu par les deux ministères de l'Écologie et de l'Agriculture, ait à peine décollé. On en est à moins du dixième réalisé, alors qu'il y a dans ce plan des opportunités intelligentes d'associer les exigences économiques et la cause écologique, de façon gagnant-gagnant. Nous regrettons aussi l'absence d'ambition du Grenelle dans la lutte contre l'artificialisation galopante des terres agricoles. C'est notre capital de production qui est entamé d'année en année. C'est un aspect qui a été repris dans l'avis.

Dans cet avis, nous avons, bien entendu, porté un intérêt tout particulier aux développements relatifs au secteur agricole. Il était pour nous essentiel que soit reconnue la participation active des agriculteurs, non seulement dans le processus du Grenelle, mais surtout dans la mise en œuvre des engagements.

Il était impossible, faute de place, de tout décrire, mais on peut rappeler que les efforts accomplis dans l'amélioration des pratiques sont très nombreux et devraient d'ailleurs être comptabilisés et valorisés. À titre d'exemple, rappelons qu'en à peine deux ans, 140 000 agriculteurs volontaires ont obtenu le certificat Certiphyto, mis en place dans le cadre d'une formation financée par un fond professionnel. Les professionnels de l'agriculture réclament une reconnaissance de la dynamique environnementale engagée sur les exploitations, au-delà d'une valorisation économique de nos produits.

Pour conclure, le groupe de l'agriculture est satisfait que soit évoquée la nécessité d'inventer un nouveau modèle de prospérité créateur d'emplois. Il aurait souhaité que soit intégré également le caractère tout à fait essentiel de la compétitivité des activités économiques. Le groupe tient à rappeler que, comme le souligne l'avis, le *dumping* social et environnemental est créateur de fortes distorsions de concurrence économique. Les agriculteurs se battent et continueront à le faire, pour que soit enfin établie une harmonisation environnementale et sociale en Europe.

Le groupe de l'agriculture a voté l'avis.